

# NOTES



## Le despotisme des modernes

Quelques remarques sur  
« culture et société aujourd'hui »

*Bernard VASSEUR*

*Note de la Fondation Gabriel Peri*

3€

# **Le despotisme des modernes**

**Quelques remarques sur « culture et société aujourd'hui »**





*« Ce sont les gens qui s'ennuient  
qui ont besoin de se distraire »*

(Antonio Lobo Antunes)

*« La culture, c'est la résistance  
à la distraction »*

(Pier Paolo Pasolini)

Parler de transformation sociale, c'est d'abord se poser la question : est-elle nécessaire ? Souhaitable ? Ici, il faut remarquer que plus personne ne veut maintenir, « conserver » l'existant (même à droite !) : il n'y a plus de « conservateurs » en politique ! Tout le « monde » sur ce terrain se réclame du « changement », de la « réforme ». Du coup, la question se dédouble et devient : transformer pour conserver (et donc ne rien changer sur le fond!) ou transformer pour changer vraiment les règles du jeu en place (changer le « système » : voir la fameuse formule du « *Guépard* » de Lampedusa : « *Si nous voulons que tout continue, il faut d'abord que tout change* »).

C'est ensuite se poser la question : cette transformation est-elle possible ? Peut-on changer *de* société ou peut-on changer seulement *la* société ? Et la question devient alors celle de « l'ampleur des changements » à apporter. C'est à partir de là qu'on distingue d'habitude, au sein de la gauche, entre les tièdes et les « chauds », les durs et les mous, les résignés et les résistants ou les révolutionnaires, ... entre la gauche qui inscrit son combat au sein de « l'économie de marché » tout en refusant la « société de marché » (distinction chère à Lionel Jospin et au PS) et la gauche qui prétend conserver sa « visée transformatrice ». Bref c'est le débat habituel au sein de la gauche qui se joue *dans* cette question de l'ampleur des transformations à apporter au sein de la société. Il est traditionnel, historique : c'est la reprise du classique affrontement sur « réforme » et « révolution ».

Mais ce débat, parce qu'il polarise toute l'attention sur la « transformation », met du coup aux oubliettes le thème de *l'émancipation humaine*. Vieux combat chargé d'histoire lui aussi, mais d'ampleur essentielle, à mes yeux, parce qu'il touche non seulement aux finalités de la transformation sociale (transformer la société, mais dans quel but ? à quelles fins ?) mais aussi et surtout à ses moyens : est-ce que « l'émancipation » sera seulement le résultat (espéré et à venir) de la « transformation sociale » ou est-ce qu'elle est un moyen de cette transformation ?

Pour le dire brutalement, dans quelle logique (ou dans quel horizon) convient-il d'inscrire son action politique : est-ce qu'il s'agit de

*prendre le pouvoir* ou est-ce qu'il s'agit de le *rendre* ? Est-ce de changer les « maîtres » du jour (remplacer la maîtrise de la bourgeoisie ou de la finance par la maîtrise du peuple et de ses « Amis ») ou de dépasser la figure historique de la « maîtrise » (pour restituer au peuple ce qui lui a été arraché, pour que l'exercice du « pouvoir » ne soit plus une confiscation de la puissance du peuple en termes spinozistes, pour qu'il n'ait plus besoin de maîtres : « *ni Dieu, ni César, etc..* »)? Les deux perspectives divergent profondément. Il faut convoquer, pour le premier cas, l'expérience du siècle dernier (la révolution au sens traditionnel, avec son enchainement de séquences et son terrible échec final: « avant-garde, prise du pouvoir, transformation sociale et *in fine* émancipation des individus affirmée et espérée », mais force est de constater qu'elle n'est jamais venue, mais tout au contraire : la dictature sur le prolétariat !). Pour le second, il faut concevoir une démarche encore inédite : le « révolutionnement » par l'émancipation, un autre concept de révolution et d'autres chemins pour y parvenir (la substitution de la figure de la maîtrise au sens pédagogique – le maître qui fait en sorte que l'élève n'ait plus besoin de lui et qui ne vise qu'à s'effacer - à celle de la maîtrise politique – le maître que veut rester le maître jusqu'au bout).

Mon intuition est que cet escamotage de la question de l'émancipation au profit du seul débat sur la transformation, y compris chez les forces de gauche même les plus à gauche, *n'est pas le fait du hasard*. C'est un tour de force des milieux dirigeants d'avoir rendu inaudible – ou difficilement audible – cette question de l'émancipation. Et je voudrais rassembler des remarques qui justifient ce point de vue dans trois domaines (que je distingue pour la clarté de mon propos, même s'ils sont étroitement imbriqués dans la vie) :

***A) le travail ;***

***B) la consommation et le désir ;***

***C) les médias et la formation de l'opinion.***

## A) *Quelques remarques sur « le travail » et le traitement qui lui est réservé aujourd'hui.*

J'insiste : *je parle de « travail », pas de « l'emploi »*. Si on accepte de parler d'emploi et de ne parler que d'emploi, on est d'emblée situé dans une problématique, dans une grille de lecture qui sont celles de l'économie politique. Si vous dites « emploi », vous acceptez, que vous le vouliez ou non, qu'il y a des « employeurs » (des gens qui peuvent se dire « créateurs d'emplois », qui *ont* des emplois, en sont *propriétaires* et peuvent les *attribuer* à qui bon leur semble), qu'il y a des « employés » (qui se vendent sur le marché du travail et sont des salariés), qu'entre eux tout est affaire de contrat (des CDI ou emplois stables, des CDD ou emplois précaires, des absences de contrat ou inemployés, chômeurs) ; et des contrats passés entre *individus libres en concurrence* sur le marché comme toutes marchandises, et qui apparaissent sur la « scène » de l'économie politique comme des données naturelles (C'est l'analyse classique de Marx dans *le Capital* au livre 1). Si vous ne parlez que d'*emploi*, et acceptez de rester enfermé dans le couple « emploi-salaire », vous mettez « hors-champ » la question de la qualité du travail, de son sens, de la place dans la vie des hommes, de son utilité, de son caractère concret (quel métier ? quels gestes ?), car l'emploi c'est le seul « travail abstrait » (la quantité de temps passé dans l'entreprise et la quantité de salaire qui en résulte pour vous). Toutes ces questions liées au travail sont évacuées du devant de la scène des évidences et ne subsiste que la question de la création et de la suppression d'emplois, et celle du salaire (suffisant ou insuffisant, « juste » ou pas). Par exemple, la question de fond - « comment se fait-il que nous soyons membres d'une espèce dont la caractéristique essentielle est le travail (l'outil, la technique) et que nous naissons dans un monde où le travail est propriété privée, c'est-à-dire accaparé par quelques uns et séparé de tous » - devient totalement informulable et inaudible.

Tout cela n'est évidemment pas qu'une question de mots. Si vous regardez *le Manifeste du Parti communiste* de Marx et Engels, vous y verrez qu'ils parlent abondamment du travail, et pas une seule fois d'emploi (alors que, si j'ose dire, avec nos lunettes actuelles infectées



d'économisme, nous dirions volontiers de leur époque que l'emploi y était un sacré problème !)

Cette focalisation sur « l'emploi » imposée par l'économisme des milieux dirigeants – avec la disparition corrélative du thème et du vocabulaire du travail, de son exploitation, de l'aliénation qui y sévit – a d'ailleurs joué un bien mauvais tour à la gauche lors de la dernière élection présidentielle. Elle s'y est fait « piquer » sa copie et son histoire par Sarkozy qui a pu récupérer le thème du travail (« *la France qui se lève tôt* ») et faire paraître comme attrayant le mot d'ordre « *travailler plus pour gagner plus* », quand la gauche passait, avec l'instauration de la RTT, comme le camp du « *travailler moins pour gagner moins* ».

Cette dérive de la gauche, cette mollesse sur la question du travail datait d'ailleurs de quelques années : je rappelle l'importance qu'avait pris dans les années 1980 au sein de la gauche socialiste ce thème (ce conte de fée !) de la « société post industrielle », de l'entrée dans la « société de loisirs » ; l'influence accordée à un livre comme celui de Jérémie Rifkin « *La fin du travail* » (du fait des nouvelles technologies) ; ou encore, en 1995, la formule-titre de la sociologue Dominique Méda : « *le travail, une valeur en voie de disparition* ». Bien entendu, dans le même temps, droite et gauche s'empoignaient avec force sur l'emploi, sur les salaires et le pouvoir d'achat... Ce qui montre bien qu'emploi et travail ne sont pas des mots équivalents et qu'on avait perdu de vue, à gauche, que c'est la question du travail (de sa valeur, de sa « fierté », de son sens, de l'utilité pour la société et pour soi à se lever tôt, etc...) qui demeure centrale en France et qui parle vraiment en profondeur à la société, comme le montrent tous les livres d'un chercheur comme Yves Clot.

Et j'ai envie de dire que *cette occultation de la réflexion sur le travail continue aujourd'hui*. Il est vrai que la question des suicides au travail semble prouver le contraire et que l'on a reparlé du travail tout récemment. Toutes les enquêtes montrent en effet que le travail est maltraité (le non travail augmente ; on nous dit qu'il y a « trop de travail » et qu'il faut en supprimer ; qu'il faut le rendre plus intense,

plus productif, plus resserré). On nous dit aussi que l'angoisse, le stress, le « burn out » (la dépression au travail) croissent : crainte de ne pas retrouver un travail, crainte de le perdre, stress au travail quand on en a « un » sous la pression de la hiérarchie, etc ... Il y a bien une agression et une brutale agression dans le traitement réservé aujourd'hui au travail (mais « avoir » un travail et « être » au travail, « un » travail et « le » travail, les deux questions ne se recourent pas entièrement!).

Que nous dit-on en effet, et même très à gauche ? Si l'on regarde le discours qui entoure les suicides chez *France Télécom*, *Renault*, etc... on retrouve toujours cette idée : Il y a un nouveau type de souffrance au travail qui apparaît et qui est liée à la généralisation d'un travail plus intellectuel (c'est-à-dire moins physique), plus autonome et responsabilisant, un travail qui engagerait davantage la subjectivité des salariés. Autrement dit, il y a une pression des actionnaires sur les managers et sur l'encadrement, une demande d'intensification du travail qui – parce qu'elle est liée à de nouvelles technologies – engendre cette nouvelle souffrance notamment chez les cadres, ou des salariés très qualifiés, une souffrance vécue sur un plan plus individuel, plus personnel, plus subjectif. Il faut donc soigner les salariés à la dérive en créant des « cellules psychologiques » (des dispositifs d'accompagnements psychologiques) comme on en crée lorsque se produisent des catastrophes ou des attentats, avec des victimes.

Alors bien entendu, je ne conteste pas la volonté d'étudier les traits nouveaux des réalités sociales, d'être attentifs aux innovations technologiques et à leurs effets humains, mais ce que je constate c'est que :

. Ce sont seulement certains travaux (et non le travail en lui-même) qui sont déclarés « malades », à cause d'abus localisés (excès de rigidité, de productivité, de concurrence, ...), à cause de nouvelles technologies qui imposent des conduites nouvelles...

. Ce sont seulement certains salariés qui les subissent (pour l'essentiel des cadres, des travailleurs qualifiés, des couches

moyennes) mais pas un mot sur les angoisses des travaux pénibles, non qualifiés, ouvriers, employés... Il est vrai que pour ces derniers, la souffrance n'est pas une nouveauté, avec l'épuisement physique du travail de nuit et des cadences, l'ennui occasionné par les tâches répétitives et l'humiliation subie devant les petits chefs : tout cela date de bien longtemps (depuis Taylor) et tout cela n'a donc plus l'attrait de la nouveauté. Est-ce une raison pour le passer sous silence ?

. Ce sont les gens qu'on soigne avec cette multiplication de cellules psychologiques, mais ce n'est pas le travail en lui-même (ne vaudrait-il pas mieux « soigner le travail », comme dit Yves Clot ?)

. Ce sont des « excès » qui sont en cause (et non l'exploitation et l'aliénation du travail issue du système en place) et ces excès produisent des victimes qu'il faut réparer (la « victimisation » est l'un des traits d'une société comme la nôtre aujourd'hui, c'est le complément indispensable d'une approche « sécuritaire » : les « accidentés du travail » comme on dit les « accidentés de la vie »).

Autrement dit – si je rassemble ces 4 points – on évite toujours d'affronter de face la question de la finalité et de la qualité du travail en lui-même (c'est le tabou absolu !), et on en reste toujours à la question de l'accompagnement psychologique des travailleurs ou de certains travailleurs (ce que Yves Clot appelle « le retraitement des déchets subjectifs du travail » : même logique d'évitement que pour le retraitement des déchets nucléaires !).

Ce refus de prendre en considération la question du travail en lui-même (toujours réduit à la question de « l'emploi » ou à la question du soin à apporter à des victimes d'excès « regrettables, mais localisés ») a des retombées sur l'analyse de tout le secteur de vie du « hors travail ». Car bien entendu, la vie n'est pas cloisonnée et le travail détermine (« contamine » ai-je envie de dire) le reste de l'existence. Et à cet égard, on ne peut pas être exploité, subordonné, traité comme un pion ou un mouchoir jetable, humilié, angoissé, stressé dans son travail, et vouloir compenser cela par une sorte de créativité, d'intelligence, d'élévation de soi-même dans le reste de

son existence « hors travail » (y compris quand elle dépend, elle, de votre propre choix). Au contraire, tout le temps de « non travail » est contaminé par un formidable besoin d'oublier le travail, d'oublier les soucis, les peurs, bref de ne pas « se prendre la tête », de « se poiler », de se marrer, de s'étourdir en faisant la « teuf » ; en un mot, de se « divertir » quasiment au sens pascalien (au sens d'une plongée dans une frénétique agitation personnelle et sociale pour oublier sa finitude et sa crainte de la mort). Tout cela est évidemment massif aujourd'hui, et un tel « climat » pesant est bien sûr très mauvais pour la culture ou l'art, par exemple, qui dans ces conditions sont perçues massivement comme ce qui vient compliquer encore davantage la vie. Car la culture et l'interrogation qui naît de l'œuvre d'art quelle qu'elle soit ne visent évidemment pas à « oublier la vie et ses angoisses », mais à se doter d'autres yeux pour la regarder, la ressentir, à l'imaginer autrement, à l'élargir à d'autres possibles, à la transformer, à la border d'inconnu, à rêver...

Autrement dit, on peut affirmer désormais qu'est illusoire et fausse l'idée selon laquelle les « classes laborieuses » en conquérant du temps hors travail – et c'est vrai qu'elles y sont parvenues sur la durée et dans l'épaisseur de ces dernières décennies – vont être motivées par ce temps libre et vont pouvoir le consacrer à la culture, puisqu'elles en auront désormais le temps ; qu'elles vont compenser l'oppression subie au travail par une quête d'épanouissement dans leur temps de loisir élargi. En somme, le raisonnement mécanique selon lequel « la culture est une chasse gardée par la bourgeoisie parce qu'elle dispose d'un temps libre que la classe ouvrière n'a pas. Donnez du temps libre à la classe ouvrière, et elle aussi se ruera sur la culture », cette équation là – dont rêvaient certains au XIX<sup>ème</sup> siècle – est fausse.

Une fois de plus nous devons en revenir au travail, à sa finalité, à sa qualité. On ne peut pas être « en apnée » au travail et se dire « je vais respirer dehors, dans le temps hors travail ». Poser la question du travail est décisif pour l'ensemble de la vie (temps passé au travail et temps passé hors travail). Ne pas la poser – ou la poser insuffisamment – a donc aussi des effets politiques.

***B) Je voudrais à présent rassembler un faisceau de remarques sur ce temps de non-travail et ce prétendu « temps libre ».***

Je partirai là d'une idée de Hannah Arendt (que ce soit dans sa *Condition de l'homme moderne* ou dans son article sur *la crise de la culture*). Elle écrit : « *La société de masse ne veut pas la culture, mais les loisirs (entertainment) et les articles offerts par l'industrie des loisirs sont bel et bien consommés par la société comme tous les autres objets de consommation* ». On voit ce qu'elle veut dire : l'objet du loisir est consommé, dans une jouissance immédiate et sa consommation le détruit. Tandis que l'objet culturel lui n'est pas détruit, il vous fait accéder à un temps plus long, il est conservé et transmis à la génération qui suit, il vous « dés-actualise » en vous faisant accéder à Homère, Sophocle, Shakespeare, etc... il vous inscrit dans un temps qui n'est plus celui de votre pur présent ou celui de votre existence individuelle, mais celui de l'humanité dans son histoire et son devenir.

On pourrait dire cela autrement *en parlant d'espace et de temps*: vous naissez quelque part, ici ou là, inscrit dans un lieu, dans un espace (et le premier mouvement est de s'inscrire dans ce lieu et d'exclure tout ce qui n'est pas comme vous né dans ce lieu : « je suis de cette cité, pas toi, donc tu n'as rien à faire ici, chez moi »). La culture est ce qui vous « délocalise » en nous faisant accéder à d'autres cultures, à d'autres espaces, à l'universalité du monde. De même, vous naissez tel jour de telle année (et le premier mouvement est de s'inscrire dans ce temps là : « je suis de mon époque, de mon temps et toi qui n'est pas de ce temps, tu ne m'intéresses pas). La culture au contraire est ce qui vous « dé-présentifie » (ce qui vous sort de votre présent, ce qui vous fait accéder à la dimension du temps long, de la mémoire, de l'histoire), ce qui vous élève au temps de l'espèce humaine, au temps de l'intergénérationnel, à l'effort de l'humanité dans son accomplissement, son hominisation, dans sa transmission (au temps qui dépasse celui de votre existence individuelle).

La consommation au contraire se focalise sur l'ici et le maintenant, sur le besoin qui s'assouvit dans son immédiateté et qui détruit ce qu'il consomme (donc ne le transmet pas).

Ceci pour distinguer consommation et culture.

Toute la question devient dès lors : quel type de temps libre, de temps hors travail ? Et ce temps va-t-il nous entraîner plutôt vers le choix de la culture ou vers le choix du loisir (c'est-à-dire pour Hannah Arendt, vers le choix de la pure consommation de temps vide – ce que veut dire « tuer le temps » - identique à celui de la consommation de marchandise). Comment répondre à cette question aujourd'hui ?

Nous savons depuis Marx que le capitalisme est pris dans une contradiction d'essence entre la nécessité de produire toujours plus de marchandises à écouler sur le marché pour réaliser le profit le plus élevé possible, et la nécessité où il est également de contenir le plus possible la valeur de la force de travail qu'il réalise en salaires à payer. Autrement dit, dans une société composée à 90%-95% de salariés, les travailleurs et les acheteurs sont les mêmes, et il faut au capital des acheteurs avec du pouvoir d'achat suffisant pour acheter tout ce qui est produit, et en même temps il lui faut des travailleurs payés aux salaires les plus bas possibles, donc ne pouvant pas acheter tout ce qui est produit. Cet antagonisme produit les crises classiques de surproduction ou de sous consommation.

Dans le langage de l'économie politique (et dans celui des forces politiques qui reprennent ses mots et ses catégories), cela conduit aux interminables et douloureux débats sur « la croissance ». Tant qu'il n'y a pas de « croissance » il n'y a pas de « marges » de manœuvre pour les entreprises, donc elles ne peuvent pas donner du pouvoir d'achat, etc... La « croissance » qui serait, nous dit-on, fondée sur « la confiance », nous renvoie à une sorte de météorologie des âmes, qui déciderait du destin des sociétés !

Je crois, plus sérieusement, que ce que Marx ne pouvait pas voir dans le capitalisme de son temps, nous pouvons, nous, le

voir aujourd'hui, à savoir que le capitalisme s'est attaqué à cette contradiction, notamment de deux manières :

a) On a inventé le crédit et l'endettement. Cela permet au salarié de « vivre à crédit », d'oublier ce qu'il ressent comme étant un salaire insuffisant et de se donner - à lui-même et aux autres - l'illusion qu'il peut vivre comme un riche (en acquérant les biens de consommation qui symbolisent la richesse), avec tout ce que cela a de valorisant. Cela enferme son désir dans la sphère de l'achetable, du consommable (télé à écran plat, voiture, maison, ...) et cela permet au système de contrôler et tenir soumis l'endetté (sans qu'il soit besoin de policiers !). On parle aujourd'hui de « surendettement des ménages » et ce n'est pas négligeable (d'ailleurs on le dissimule savamment sous la pression des banques !), mais en deçà même de ce seuil, il y a la puissante question humaine de « la vie à crédit ».

b) on a inventé des industries d'un type nouveau qui fabriquent du désir au-delà des besoins. Autrement dit, *le capital ne produit pas seulement des marchandises, il produit et reproduit en permanence des consommateurs, de l'envie de consommer, de la frénésie consummatrice*. Ce qui lui permet d'enfermer le désir dans ce qui se trouve sur le marché : dans la sphère des marchandises achetables et consommables tout de suite (il faut qu'elles soient consommées tout de suite pour que le désir puisse renaître, et donc l'envie d'achat). Ce qui lui permet aussi de contrôler les désirs : de faire que le maximum de gens désirent la même chose au même moment (c'est-à-dire ce que les groupes les plus puissants mettent à ce moment là sur le marché). Il lui faut donc fabriquer de l'envie, du goût, de « la mode », en les uniformisant. Bref, il lui faut « grégariser » les comportements, les envies, les valeurs et inventer pour cela les industries nécessaires : ce qu'on appelle le marketing, la publicité et plus généralement ce que l'on nomme – par antiphrase – *les industries culturelles*.

Ici, il faudrait citer les recherches d'un homme comme Bernard Stiegler. Par exemple cet extrait : « *les industries culturelles forment un système avec les industries tout court, dont la fonction consiste à fabriquer les comportements de consommation en massifiant les modes*

*de vies. Il s'agit d'assurer ainsi l'écoulement des produits sans cesse nouveaux engendrés par l'activité économique, et dont les consommateurs n'éprouvent pas spontanément le besoin. »*

On dit parfois que le trait dominant de notre époque est l'individualisme. On voit qu'on en est loin : notre époque est plutôt celle du devenir grégaire des comportements, celle où tout le monde doit désirer la même chose en lisant les mêmes affiches, les mêmes journaux, en regardant les mêmes programmes, en ayant les mêmes rêves de possession des mêmes choses et le même imaginaire, donc une fabrication artificielle et un formatage des désirs (réduit à la sphère pulsionnelle de la jouissance immédiate, de l'achetable et du consommable marchand).

On est bien loin de la culture, de l'épanouissement de soi, de l'élévation intelligente et sensible, de la promotion de l'esprit critique, telle que la définit Hannah Arendt.

Cela implique par exemple la fabrication de goût, donc aussi la fabrication de dégoût : pour ce qui est « vieux », « ancien », « démodé ». (Je me souviens d'une adolescente de 15-16 ans à qui je venais de parler d'histoire et qui m'a dit gentiment : « *Mais monsieur, c'est de l'histoire, ça ne me concerne pas !* »).

Cela implique donc que l'on cesse de considérer la sphère de la « culture » avec les yeux du XVIIIème siècle, comme un domaine d'artisanat bricoleur extérieur au travail (avec des « artistes » comme ces comédiens de troupes de théâtre, des peintres isolés, des écrivains solitaires,...) mais qu'on voie bien que ces « industries culturelles » captent l'essentiel du temps de non travail des individus, et jusqu'au temps de leur conscience : ils deviennent des « audiences » qu'on vend à des annonceurs (autrement dit des marchés). On voit du même coup ce qui manque à ce que j'ai appelé tout à l'heure « la fable de la société postindustrielle, avec nouvelles technologies, fin du travail forcé et temps de loisir amélioré ». Elle ne voit pas que le capitalisme contemporain repose sur le contrôle simultané de la production *et* de la consommation, de la production *et* du hors



travail. (Tous les grands patrons, tous les grands groupes ont des journaux, fabriquent des programmes, investissent dans la télévision et le temps de loisir, vendent des loisirs). Il s'agit bien de formater, de fabriquer, d'enfermer les affects et les désirs et de réduire le temps de « non travail » au consommable, qui est ainsi dominé par les industries dites « culturelles ».

La tradition marxiste est, elle aussi, prise en défaut sur ce point : nourrie avant tout du livre 1 du *Capital*, elle est une pensée de la production (forces productives/rapports de production, travail productif, etc : c'est ça qui compte !). Sur la consommation, elle ne dit pas grand-chose : c'est un secteur annexe et qui n'est pas déterminant ! Or aujourd'hui, il faut bien voir que les « industries (dites) culturelles » qui s'occupent de la consommation du temps hors travail sont des industries au même titre que les industries de la production, et font système avec elles.

Et l'on est bien aux antipodes de valeurs promues par l'idée de culture, d'élévation de soi, d'émancipation, de temps de non travail conçu à l'ancienne comme du « temps libre » où l'on s'appartient à soi-même. Le contrôle des affects est fixé sur la chose possédée et immédiatement consommable (sur « l'avoir » et non sur « l'être » pour reprendre cette antique formule qui fait sens plus que jamais !). Et l'individualité promue est celle de l'individu grégaire et uniformisé à qui l'on fait miroiter sa chance de posséder ce que son époque lui offre et que ne permettait pas les époques précédentes.

***C) Dans la foulée des remarques précédentes, je voudrais réunir en troisième point, un ensemble de remarques qui portent sur les médias et la télévision, pour déboucher sur « télévision et politique » et sur la question du « populisme ».***

Je vais donc parler des médias, mais sous un angle bien précis : *sur quels affects travaillent-ils ? quels désirs visent-ils à produire et à reproduire.* Autrement dit mon problème n'est pas de déplorer le niveau navrant, la débilité des « contenus » programmés à la télé ou le contenu de la presse « pipole », par exemple. Cela, c'est le plus voyant et la critique en a été souvent faite, opposant à une culture savante une inculture populaire. *Cela me paraît très mal poser le problème.* C'est arrogant et méprisant. Or il ne s'agit pas de noter les copies comme un prof : ici « haute culture, là « petite culture » ou « moindre culture », voire copie nulle en matière de culture ! Mon problème est de voir ce que des groupes très puissants au plan économique et financier – Lagardère, Bouygues, Bolloré, Pinault, Vivendi, sans même parler d'Hollywood, ... - font en matière d'industrie culturelle *pour faire aimer le monde enchanté qu'ils promeuvent et quelle image ils en donnent.* Autrement dit : *les médias comme appareil d'assentiment.*

Mon intuition est ici que les médias font beaucoup plus en matière de « propagande » (je reprends exprès ce « gros mot ») pour le libéralisme, pour faire aimer « le monde libéral » qu'un discours politique ou idéologique sur les fondements et les bienfaits de la doctrine libérale. Autrement dit, ce n'est pas par le discours politique que passe l'essentiel de l'entreprise de conversion au monde libéral, mais par les modes de vie, les mœurs et le regard que l'on fabrique sur eux : en s'adressant beaucoup plus aux affects qu'à l'intelligence critique (autrement dit : le plus important n'est pas Berlusconi comme politicien, mais Berlusconi comme propriétaire de groupes médias !). Ces derniers ne promeuvent pas tant une vision du monde, une philosophie, sous forme de projet, qu'un amour du monde qui est le leur et dont ils visent à faire croire *non qu'il est*

*le leur, mais qu'il est le nôtre, et celui que nous souhaitons et qui nous convient au fond de nous-mêmes parce que nous en sommes les acteurs, ce pourquoi non l'aimons.* Je vais expliquer ce point.

Il faudrait ici faire une analyse de la presse et en particulier des journaux gratuits (avec la gratuité il y a quelque chose d'important qui se joue, non sous l'angle du contenu véhiculé que du mode de vie, du goût, des désirs, qui sont promus). Mais je m'en tiendrai à la télévision : *c'est le plus massif, le plus important. Les français passent en moyenne plus de 3 heures et demi devant leur écran de télévision (presque une demi-journée de travail) et, à ce stade, ce n'est plus du détail, c'est structurant.*

Alors bien entendu, la télévision s'inscrit totalement dans le dispositif dont je viens de parler – c'était mon deuxième point - : elle capte un public pour le fidéliser, pour le transformer en « audience » qu'elle vend à des annonceurs, comme l'a bien expliqué naguère le Patron de TF1, Patrick Le Lay à propos du « temps de cerveau disponible que TF1 vend à Coca Cola ». C'est l'aspect le plus connu et le plus souvent dénoncé. Je n'y reviens pas.

Mais il y a un autre aspect qui s'est développé plus récemment. Avant, la télévision était un spectacle et les téléspectateurs des regardeurs devant leurs petits écrans (on a parlé de « société du spectacle »). Cela demeure vrai, mais n'est plus l'essentiel car, en *plus*, le téléspectateur peut aujourd'hui être un participant, un acteur ; il peut être de l'autre côté de l'écran, en studio. Et à mon sens, ça change beaucoup de chose. La télé n'est plus seulement le monde magique et merveilleux de la publicité dans lequel grâce aux bonnes fées qui veillent sur nous, il y a une réponse à tous nos désirs de consommateurs. *Elle est le monde dans lequel on peut pénétrer, être acteur, « se voir et être vu à la télé » avec toute la charge d'identification et de narcissisme que cela suppose.*

Cela passe par toutes ces émissions où le public est là dans le studio, invité à applaudir au signal, et où il est filmé, peut se voir et être vu. Idem dans les stades, pour le public et la « olla » : le

public n'est pas que « regardeur », il devient « acteur », et il y a des spectateurs de matchs retransmis qui passent leur temps à regarder si une caméra de télévision les filment ou non ! Cela passe aussi par la « télé réalité » où le public devient acteur, sous les projecteurs, peut rêver de devenir célèbre avec tous les prolongements dans la presse écrite (*NB : dans les émissions de télé réalité, les gens ne travaillent pas : ils sont enfermés, dans une oisiveté durable et parlent de tout sauf du travail, ... cf. mon 1<sup>er</sup> point*). Cela passe par tous les « talk shows » où l'on est invité pour parler de soi, de sa vie, de ses sentiments, de ses difficultés pratiques et familiales. Cela passe encore par les jeux les plus divers où l'on gagne des millions, où l'on s'élimine les uns les autres, où l'on chasse ses concurrents du studio pour les renvoyer à l'obscurité, etc... Il y a même bien pire en Italie, en Grande Bretagne, aux USA, ...

Tout cela comporte bien sûr un aspect « économique » : on ne paie pas ces participants pour les heures de programmes qu'ils procurent, alors que si vous projetez une fiction ou utilisez des professionnels, des comédiens, il faut les payer ... Mais, à mon sens, l'essentiel n'est pas là. Il est dans le regard que l'on jette sur le monde et sur soi. *Avant, le plateau de télévision était réservé à l'expert, au spécialiste, au compétent. Aujourd'hui je peux y voir des gens « comme vous et moi » avec toute la charge affective que ça implique : je peux m'identifier et me valoriser à mes propres yeux (« je passe à la télé comme les gens célèbres »)*. Et passer à la télé, ça ne veut plus seulement dire venir dans un studio regarder et applaudir un animateur et un spectacle, ça veut dire faire soi-même le spectacle (la télé réalité, devenir chanteur). La télé, c'est ce qui peut vous aider à « réussir », à devenir célèbre, à ce que l'on parle de vous dans les journaux, à ce que vous gagniez beaucoup d'argent (*comme des milliardaires, c'est-à-dire sans la fatalité besogneuse et médiocre du travail !*)

On peut donc dire – à mon avis – que dans l'imaginaire social, la télévision est en train de venir doubler ce qui était jusqu'alors valorisé comme l'unique appareil de légitimation de la réussite (l'école, l'instruction, la possession d'une culture et d'une compétence). *Désormais on peut ne rien savoir, ni être « spécialiste de quoi que ce*

*soit » et réussir à « devenir quelqu'un » par la télévision. Le fait de ne pas savoir est ainsi décomplexé, complaisamment, étalé et valorisé, sous la rubrique de la « vraie vie » des « vrais gens ». C'est d'ailleurs comme ça que c'est ressenti largement : « la télé actuelle, c'est super : on y voit des gens comme nous, et on y parle enfin de vrais problèmes dont on ne parlait jamais avant : le sexe, les relations dans le couple, le corps, la beauté. La parole est enfin totalement libre ». C'est donc présenté comme une sorte de « conquête » du « peuple » contre les « élites » qui auparavant monopolisaient la parole télévisée.*

Cette valorisation de la réussite sans l'école, voire même contre elle, me paraît typique du traitement du sportif et de la banlieue à la télévision. Sur ce point on me permettra peut-être un souvenir personnel. Dans les années 1950-1960 (donc bien avant le Pasteur Martin Luther King, au temps de « la ségrégation raciale » aux USA), on disait couramment au « jeune » que j'étais alors : « regarde les noirs, ils sont faits pour courir (les grands sprinters noirs américains), pour le sport, pour la musique (les grosses lèvres d'Armstrong sont faites pour sa trompette !), pour la danse (les noirs dansent tout le temps quand un chef blanc vient les voir en Afrique !) ». Bref, les noirs c'était « le corps » (son agilité, sa souplesse), à l'exception du cerveau (l'intelligence conceptuelle, les sciences, le savoir) qui était lui chasse gardée des blancs. Et moi je protestais contre ce « racisme honteux » ! Ce discours est-il aujourd'hui révolu ? Pas du tout, il s'est adapté, banalisé, tenu pour très correct. Zidane et Thierry Henry (et les « grands footballeurs blacks ou bronzés en général) sont des « icônes » proposées aux jeunes de banlieue comme « modèles » (se faire beaucoup d'argent sans réussir à l'école), et le passage à la télévision (indice de célébrité, en lieu et place de la réussite scolaire) se limite toujours à des domaines très étroits : hip hop et danses urbaines, rap et musiques du moment, humour (le fameux rire permanent : *Djamel et ses copains*,...). Bref, on continue de distiller toute une mythologie de la réussite par le « corps sans cerveau », par « la débrouille » et les relations, qui vise à faire tenir tranquilles les banlieues (« on peut s'en sortir et devenir célèbre même si on glande à l'école : avec son corps ! ») et qui laisse les grandes écoles aux blancs (d'ailleurs impossible à un blanc de citer un seul nom de

grand savant noir ! Cf. aujourd'hui la démarche de Lilian Thuram et son livre *Mes Etoiles noires*). La télévision et le « passage à la télé » comme critère de réussite et de célébrité continuent plus que jamais de fonctionner au racisme quotidien et à la légitimation pleutre et sournoise du système dominant de soumission sociale.

La flatterie télévisée de ces affects d'identification, de narcissisme, mais aussi cet appétit de réussite et de reconnaissance sociale même quand les circonstances sont contraires (avec les ségrégations sociales, urbaines ou scolaires), est présentée par les chaînes de télévision comme une « démocratisation » : *ce sont les « vrais gens » et les « vraies vies » qui non seulement passent à la télé, mais qui la font.* Autrement dit – et le tour de passe-passe est là – ce ne sont ni des patrons de groupes puissants, ni des idéologues du libéralisme et de la consommation qui fabriquent cette télévision pour asservir au système dominant, à « leur » système (comme on dirait suivant un vieux schéma « marxiste » !) Non, ce sont les gens eux-mêmes qui font cette télévision et qui veulent cette vie dont ils nous parlent à la télé, qu'ils aiment et qui leur va si bien. *On a bien ici la télévision comme appareil d'assentiment, machine à produire de l'amour d'une vie de « petits » désirs totalement inféodés au système en place (paillettes, strass, millions, bagnoles, bons sentiments, donc le bonheur à la sauce libérale !). La télévision comme machine à transformer une contrainte sociale en accomplissement libre (pour reprendre des mots familiers aux lecteurs de Spinoza).*

Avec ce thème de la « vraie vie » et des « vrais gens » (par opposition et comme une sorte de « revanche » sur la télé de jadis ouverte aux seuls professionnels, aux seuls compétents), on lâche la bride à ce qu'il faut bien appeler « le populisme » : à la « vraie vie » d'un prétendu peuple, opposée à celle des « élites » présentée comme lointaines, mensongères, égoïstes, trompeuses, « parisiennes », ... En somme - autre tour de passe-passe – on donne un tour revendicatif, révolté, voire de « victoire révolutionnaire » à cette exaltation télévisée des « vrais gens » du peuple contre des adversaires ou des ennemis qui sont « les élites » parisiennes, intellectuelles, qui elles crient au scandale devant cette « télé-poubelle », qui « *sont incompréhensibles*

*et exigent qu'on les écoute quand c'est nous qui voulons enfin parler et être entendus !*. En somme, le « rêve » est là : il n'y a plus besoin de faire la révolution dans la vie réelle, elle est faite dans la « vraie vie » de la télé (le « peuple des « vrais gens » y est au pouvoir et le montre sur l'écran ! La télé comme appareil de justification et mécanisme d'assentiment à l'ordre et au système en place !

Remarquons au passage que le statut du « vrai » change lui aussi : le vrai n'est plus la conclusion d'une argumentation construite, d'un raisonnement soigneux, d'une expérimentation savamment conduite, d'une culture érudite, il est la manifestation sans fard de l'immédiat, du spontané, du vécu, de l'émotionnel, du pulsionnel. Il est de l'ordre de la « présence » et non de la « représentation » ou de la « construction ».

*Evidemment, cette orchestration et cette mise en scène d'une présence et d'une parole « vraies et populaires » enfin libérées, valorisées, filmées, entendues, ayant accès à l'appareil de valorisation de soi qu'est la télé, tout cela inverse les termes du débat politique classique.*

Jadis, en étant du côté du peuple, on était du côté de la démocratie, du plus grand nombre et contre les « possédants » qui étaient une caste, une poignée de « privilégiés » (le petit nombre !). Avec cette intrusion du « populisme » dressé contre les « élites », le nombre est du côté du peuple et du bonheur « libéral » mis en scène par la télé qui se réclame de la vraie démocratisation, contre l'élitisme qui devient la revendication archaïque d'une poignée de conservateurs qui ne voudraient pas que le monde échappe à leurs discours et à leurs vérités, et qui prennent de haut cette télévision qu'ils jugent de mauvaise qualité! De même, classiquement, le discours de l'émancipation humaine était du côté d'un peuple qu'il fallait éduquer, instruire, cultiver, émanciper au nom d'un avenir à construire qui visait à assurer la maîtrise et l'appropriation par chacun de ses conditions de travail et de vie sociale et individuelle. Mais un tel discours est tenu aujourd'hui par l'instrument majeur de culture de masse qu'est la télévision et les médias qui lui embôitent le pas : ce sont eux qui donnent désormais la parole au « peuple »

alors qu'elle a été si longtemps confisquée par les élites ! *Cela change la donne !*

Il me semble qu'on pourrait caractériser ainsi cette inversion de la donne : nous sommes entrés dans l'âge du « *despotisme soft* ». Vous savez que Benjamin Constant opposait la « liberté des Anciens » (centrée sur l'appartenance solidaire à un groupe, à un collectif, à une cité) à la « liberté des Modernes » (centrée sur l'individu qu'il faut protéger contre les empiètements et les dominations du collectif, de l'Etat). De même, j'ai envie de dire que *nous sommes passés du « despotisme des Anciens » au « despotismes des Modernes »*. Le despotisme des Anciens, c'était la schlague, l'obéissance imposée, la férule, et, à la télévision, le temps de l'ORTF gaulliste (« la Voix de la France ») ; c'était l'imposition brutale d'une norme ou d'un ordre : « il faut dire ça et pas ça ». C'est aujourd'hui « Poutine » ou « le PC chinois » vis-à-vis de la « presse officielle » ! Cela, ça ne marcherait plus chez nous. *Le « despotisme des Modernes », c'est au contraire tenir la société et les consciences, fabriquer les goûts, les envies, les désirs et dissimuler cette fabrication en la faisant passer pour le désir des gens eux-mêmes, de telle sorte – et je reprends à nouveau une superbe formule de Spinoza – « qu'ils courent vers leur servitude comme s'il s'agissait de leur salut »*.

En somme, si j'essaie de réunir les trois points que j'ai présentés séparément jusqu'alors. On a :

1) le travail qui est la sphère de la contrainte (ici pas de parole libre, mais pas de parole du tout) et qui devient de plus en plus celle de l'angoisse, de la peur du lendemain, ce qui engendre le désir de l'oubli, de la distraction, du divertissement dans la sphère hors-travail (dite celle du « temps libre »)

2) la sphère du « hors-travail », celle de la consommation dont s'occupe des industries spécifiques (les industries culturelles) que l'on enferme dans le registre de l'avoir, de la possession de la marchandise et où l'on fabrique les affects, les désirs, les goûts et les dégoûts.



3) la sphère du loisir où, cette fois, on libère la parole, on donne la parole, mais à condition qu'on n'y parle pas du travail (*dans la télé réalité, je le répète, on est oisif, on ne travaille pas*) et où – ça tombe bien ! -on n'a pas du tout envie de parler de ça (on n'a envie que d'oublier les angoisses du travail), et donc paraître le contraire de ce que l'on est au travail (c'est-à-dire un pion interchangeable et malheureux), de paraître authentique et vrai en « libérant » sa parole sur la consommation et les sentiments qui sont communs à tous et les émotions partageables par tous.

Au livre 11, chapitre 6 de *l'Esprit des lois*, Montesquieu écrit cette formule : « *Le grand avantage des représentants, c'est qu'ils sont capables de discuter des affaires. Le peuple n'y est pas du tout propre ; ce qui forme un des grands inconvénients de la démocratie.* » Eh bien, le moins que l'on puisse dire, c'est que l'on s'est attaqué à cet inconvénient !

Résumons : les industries culturelles et « la culture » réduite à la consommation et au loisir permettant de donner l'illusion que l'on est *libre* de parler de tout, de paraître soi-même acteur de sa propre vie, sans voir que l'on est privé de la discussion sur « les affaires » (le travail notamment) puisque précisément on ne le désire pas et qu'on veut l'oublier ! *C'est cela le « despotisme soft », le despotisme aimable en quelque sorte : mettre le peuple hors du coup tout en lui donnant le sentiment qu'il est dans le coup ! Pas besoin de fêrule ou de baguette : on a travaillé les affects en amont, les désirs peuvent être comblés : ils font vendre, et la parole est libre ! Du coup, on pourra dire pour justifier cette situation que ce sont « les gens » eux-mêmes qui la veulent !*

Bien entendu, tout n'est pas nouveau dans ce dispositif. Le travail harassant, la consommation dirigée, la vitrine médiatique et télévisée avec son imaginaire de pacotille pour le peuple métissé des banlieues, tandis que les enfants bien blancs de la finance et de la bourgeoisie se réservent les places dans les grandes écoles pour diriger demain les entreprises et l'Etat, ça ne date pas tout à fait d'hier. *Qu'ajoute à ce dispositif un homme comme Sarkozy ?* Plusieurs éléments :

a) Avec lui, qui se moque de ceux qui ont lu *la Princesse de Clèves* et loue ceux qui n'ont pas besoin de cette lecture pour être heureux ; qui entraîne avec lui au Vatican comme figure de l'intelligence française Jean-Marie Bigart (humoriste à grande audience) ; avec le *Fouquet's*, la *Rollex*, les milliardaires amis, la femme star et mannequin séduite en un tour de main, le « pipole », ... On est bien là dans le registre populiste de l'inculture décomplexée, revendiquée fièrement, et du désir enfermé dans le registre de « l'avoir marchand » (la seule consommation : devenir milliardaire, une sorte de rêve de nouveau riche ! le monde vu par les milliardaires des ex-pays socialistes d'Europe de l'Est !)

b) Sarkozy a ainsi bien compris que l'essentiel, quand l'Etat n'a que peu de prise sur les choses (en particulier sur les réalités économiques ou du fait du cadre européen), c'est de donner le sentiment qu'on en fait beaucoup et qu'on décide de tout (le fameux volontarisme !). Donc il faut beaucoup d'images *pour paraître au centre de tout* : comme un héros de séries télévisées qui doit être là, même si on ne se souvient plus du contenu de chaque épisode. Il faut aussi beaucoup d'images pour donner le sentiment qu'on ne cache rien, que tout est transparent, posé devant le bon peuple. La politique comme feuilleton et série télévisées, *puisque « les gens aiment ça » !*

Mais alors que se passe-t-il de l'autre côté de l'échiquier politique (comme on dit), du côté de ceux qui ne se résignent pas à une telle domination ? Et là je poserai une question qui m'apparaît centrale : *Est-ce que l'on conçoit bien qu'un peuple ainsi opprimé dans son travail, ainsi dominé dans ses affects et ses désirs réduits au consommable, ainsi réduit à un ressentiment populiste contre les élites, peut sans doute rêver de changer sa vie à lui et au petit monde de ses proches (devenir une star, un millionnaire...), mais ne peut pas rêver de « changer la vie » selon le mot de Rimbaud, de « transformer le monde » selon celui de Marx, de contribuer à l'épanouissement de l'humanité en chaque individu (selon le projet même de l'émancipation humaine) ?* La réponse m'apparaît pourtant sans hésitation devoir être négative.

Il est donc crucial *d'arrêter le processus en cours et de parler de ces questions, de les mettre dans le débat et le combat politiques, au lieu de les dissimuler comme on le fait jusqu'alors !*

Mais ici un autre problème surgit : on a vu le rôle essentiel que joue la télévision dans la « pipolisation » du peuple, dans sa réduction au ressentiment « populiste ». Or la télévision est non seulement devenue le lieu essentiel de la vie politique nationale, le vecteur quasi unique du discours politique (en tous cas d'ampleur), mais surtout elle est ce qui a transformé en profondeur la politique elle-même. *La télévision a l'oreille du « peuple » (devenu « audience »), et elle le fait payer cash à la politique qu'elle plie à sa loi.*

Il serait trop long ce soir d'entrer dans les détails, mais des analyses existent (par exemple chez Régis Debray : *L'Etat séducteur*, toute la fin de *Vie et mort de l'image*, etc...) qui montrent à quels beaux contre-pieds la télévision actuelle contraint la politique. Il suffit d'ailleurs de réfléchir devant son petit écran lors des journaux télévisés et des émissions politiques « grand public » (je ne parle pas des émissions tardives et spécialisées qui peuvent toujours offrir des contre-exemples et montrent parfois que la télévision peut faire de la qualité : d'ailleurs – je le répète – le problème n'est pas de scruter les émissions une à une du point de vue de la qualité – ce que l'on fait toujours, y compris dans certains journaux spécialisés-, mais de voir quel type de « profil », de norme, la masse répétée des émissions impose à la politique et définit comme attente dans le public quant à la politique).

Ainsi, et je m'en tiendrai à quelques exemples :

1/ la télévision ne connaît que « l'actualité » (« *dans l'actualité de ce lundi* »...), le présent, la journée, jamais *l'histoire* (d'où provient ce « présent » ? Qu'est-ce qui l'a engendré ?) et jamais *le futur*, *le long terme*, *le « projet »* qu'elle assimile, sans le dire mais par sa manière de faire, à du « vague », de la « langue de bois », des promesses dont l'expérience montre qu'elles ne sont jamais tenues. L'invité politique

est ainsi toujours d'abord interrogé sur ses « réactions » à ce qui fait l'actualité, et quand il souhaite en venir au « projet » (ce qui n'est plus « en réaction » à l'actualité), il ne reste plus de temps et l'émission est finie ! Il faut donc toujours se situer par rapport au présent (« *l'actu* ») et toujours être en « réaction ».

2/ L'homme (ou la femme) politique dit en général à la télé: « *l'important, c'est le projet, et ensuite seulement vient la question de celui ou celle qui est le mieux à même de le porter* ». Mais à l'image, on ne voit que des hommes ou des femmes (et pas des « projets » !), qui essaient d'être présents le plus souvent possible à la télé, qui veulent occuper l'écran (toujours la même poignée de « présidentiables » !). Du coup, le discours sur l'importance prioritaire du projet se heurte à l'image qui montre trop bien, elle, que l'important c'est la personne (homme ou femme) qui est là en studio, qui y vient souvent et qui rêve d'y revenir plus souvent encore pour apparaître comme un acteur « incontournable » de la vie politique. Contradiction qui, quoi qu'on en ait, fait naître l'idée que les politiques « mentent » en permanence: ils disent « *l'important, c'est la France de demain et nos enfants* », mais ils montrent à l'image que « *l'important, c'est ma personne et ma carrière tout de suite* » (avec comme conséquence, le nombre toujours plus élevé des abstentionnistes) !

3/ La télé transforme le « citoyen » en « consommateur ». Ainsi, lors de « grandes émissions », elle constitue un « panel », un « échantillon représentatif de la France et des français », et elle le met « face à face », en direct, sans intermédiaire avec un homme (ou femme) politique de premier plan (et vend ainsi l'idée d'une « démocratie directe ou participative »). Mais la structure attendue du discours des membres du panel est toujours de ce type : « *moi je suis ceci (étudiante diplômée au chômage, femme seule avec enfants, immigré, petit patron, etc...), j'ai tel problème ou tel besoin, que pouvez-vous faire ou que proposez vous pour moi ?* ». Ce qui est exactement le même discours que celui qui pourrait être prononcé à l'entrée d'une grande surface devant un chef de rayon : « *je suis ceci, j'ai tel besoin, que propose votre magasin, où puis-je trouver de quoi le satisfaire et à quels prix ?* » Un discours qui part toujours de soi (de ses besoins

particuliers) et qui suppose que l'intérêt général n'est qu'une somme de besoins particuliers (« *nous sommes beaucoup à vouloir ça, à penser ça !* »). Un discours consumériste qui évite, de par sa structure même, le primat de la citoyenneté qui, elle, se demande toujours *en premier* – tous les grands textes des penseurs de la Révolution française le montrent - en quoi consiste le bien commun (ce que l'on peut vouloir ensemble et pour le bien du corps politique que nous formons ensemble), la nature de « la communauté politique » à constituer avec les autres citoyens. Bref un discours centré sur le « nous » et qui ne part pas du « moi » ! La télévision transforme donc la politique, sans qu'il y paraisse, en « marchandise » apte à séduire des consommateurs, et le politique en marchand de « produits (plus ou moins) miracles », avec le discours emprunté à la séduction (à la publicité). D'où les « petites phrases », les slogans, « la communication », etc... La télévision privilégie en politique le discours publicitaire qui cherche à séduire et qui flatte, pas le discours éducatif qui instruit ou éclaire et se soucie de connaissance et d'intérêt pour la vérité (« *Quelle horreur ! Quelle prise de tête ! Comme c'est ennuyeux !* »).

4/ Les « préoccupations des français » sont aussi présentes dans le discours politique télévisé à travers les sondages (rien ne rend un journaliste ou un politique heureux comme de posséder un sondage : il les conforte dans l'idée qu'ils commentent le « réel » et ne le quittent pas !), histoire de montrer qu'on ne les oublie pas, qu'on prend leurs problèmes en considération. Le discours obligé nous apprend que « *X% de français pensent ceci ou cela* », quand le sondage ne fait en réalité que mesurer l'impact du discours télévisé (et médiatique) sur l'opinion. Histoire de la poule et de l'œuf : on produit un effet, et on le présente comme une cause (on contribue à produire « l'opinion », mais on se donne l'air de la refléter et d'en dépendre!). Procédé « magique » : *le recours aux sondages, ou comment acheter sur le marché des « machines à mesurer l'opinion » qui blanchissent celles et ceux qui les commandent de toute suspicion de manipulation de l'opinion par eux-mêmes ! Nous vivons un monde formidable : nous sommes à l'écoute des français quand c'est nous qui leur disons ce qu'il faut entendre !* Avec les conséquences bien connues

des commerciaux, et notamment la « dictature du produit nouveau » qui remporte la mise à tous les coups (on se rappelle, par exemple, du rôle et de l'utilisation des sondages dans la victoire du produit nouveau « Ségolène Royal » et comment, grâce à eux, il a mis sur la touche du « marché de l'offre disponible » les produits plus anciens et traditionnels « DSK » et « Fabius » lors du choix du candidat socialiste à la dernière présidentielle !)

Résultat évident : dans le climat ambiant qui entoure la télévision et celui qu'elle produit et entretient pour sa part, jamais un discours sur l'émancipation humaine, ses exigences et ses perspectives ne pourra apparaître comme « d'actualité » ! Au contraire, tout est fait pour produire l'idée que l'émancipation a déjà eu lieu (et qu'elle n'est plus à faire) notamment, on l'a vu, grâce à la télévision et à la présence du peuple des « vrais gens » sur les écrans. Tout fonctionne à l'idée que la citoyenneté ne s'apprend pas, que la politique n'a pas à former (instruire, « éclairer », selon la métaphore du « Siècle des Lumières ») des citoyens, mais que les « citoyens » sont déjà là, tout formés, tout prêts et qu'il n'y a qu'à les écouter (ce que font « à merveille » les sondages, la presse et la télévision, et le tour est joué !). Du coup, pour « faire des voix » (et un élu souhaite toujours être réélu !), un politique préférera toujours le plus efficace à court terme (« les élections, c'est toujours demain ! ») : la facilité du « pipole » (*telle star me soutient !*), de l'antiélitisme, de la proximité (la fameuse « présence sur le terrain » !), de l'émotion, de la compassion, de la « petite phrase assassine », - bref du « numéro » télévisé repris par la presse - à la pente escarpée de l'intellection, de la réflexion, de la volonté de vérité (qui ne manquerait d'ailleurs pas d'apparaître aussitôt comme arrogance hautaine, inacceptable ton « grand seigneur », dangereuse tentation dogmatique et totalitaire, ...). Du coup, il réservera son discours sur l'émancipation, les « valeurs », la culture, au public choisi (et réduit) des « cultureux » (profs, « intellos », etc...) et se hâtera d'aller se montrer au Stade de France, où sont les « vrais gens » et les...caméras de télévision !

Vraies questions dont il serait trop long de débattre ce soir, mais qui mériteraient un examen urgent : comment affronter

l'impossibilité d'aller à la télé pour dénoncer la télévision ? Comment dénoncer la télévision sans paraître « faire la leçon » au peuple en dénonçant la « télévision poubelle » (ce qui constitue l'impasse de toutes les interventions habituelles sur la qualité nulle des contenus télévisés).

Et plus généralement, comment combattre ce que j'ai appelé le « despotisme soft », le despotisme des Modernes : celui qui a l'air d'être le contraire d'un despotisme (à l'ancienne) et qui produit l'amour de ce qu'il est. *Bref comment dénoncer un bonheur illusoire à ceux qui s'en contentent et sont dans l'illusion. Vieux problème spinoziste là encore, comme on le voit dans l'appendice à la partie 1 de l'Éthique (comment faire prendre conscience de la superstition au superstitieux ? Comment dénoncer une idéologie à qui « vit » à l'intérieur de cette idéologie et ne la perçoit pas comme telle ?). Il y a là à coup sûr du nouveau à concevoir pour le combat politique.*

***Pour conclure tout à fait :***

1/ Il me semble qu'il est urgent aujourd'hui de dépasser « l'économisme », qui plie toute approche du réel et du social à la grille de lecture constitutive de l'économie (emploi, salaires, droit), qui est le discours dominant massivement, qui est la philosophie officielle du capitalisme actuel (avec ses 2 volets inséparables disposés en face à face : d'un côté les réalités de l'économie qui apparaissent comme un destin auquel on ne peut rien, un *fatum*, une nécessité contraignante ; de l'autre la sphère du social, avec ses droits qui ne pèsent pas lourds puisqu'ils sont la face de l'homme aspirant à la liberté et à l'idéal). Autrement dit, il faut dépasser le face à face sclérosant et figé de « l'économie » et de la « sociologie », la première fournissant son cadre et ses catégories à la droite et la seconde permettant à la gauche de lancer un simple cri d'alerte sociale, (de telle sorte qu'il est dès le départ toujours soumis aux nécessités de la première et qu'il ne peut être qu'un cri de douleur et d'espoir ( qui le réduit à dire, au mieux, qu'il faut des ambulances « sociales » pour ramasser les blessés et les morts de « l'économie »). Ou encore, il faut au fond revoir les implications véritables du sous titre du *Capital* de Marx : « *critique de l'économie politique* ». Rester sur le terrain de l'économisme en essayant de fabriquer une économie politique anti libérale, c'est rester sur le terrain de l'adversaire, produire une sorte de symétrique inverse du libéralisme ; c'est rester prisonnier de sa problématique sans en pouvoir sortir. Cela implique en particulier de reparler massivement du travail, de sa raison d'être, de sa finalité, de son sens dans la vie humaine, de son utilité, de sa dignité, de sa fierté...

2/ Cela veut dire aussi compléter une démarche classique en terme d'intérêt par une approche en terme d'affect, de désir, ... Cela aussi est nécessaire avec les industries culturelles qui « travaillent » ce terrain-là. Donc, pour le dire en une formule : *dépasser la tradition marxiste (la lutte des classes, les classes, les intérêts de classe) pour lui adjoindre les parties 3 et 4 de l'Ethique de Spinoza !*

3/ Cela veut dire aussi encore qu'il faut arrêter de concevoir la culture comme un secteur annexe du combat politique (un secteur



réservé aux profs et aux intellos : « l'alliance » dans la tradition PCF !). Les industries dites culturelles c'est autre chose que la culture à l'ancienne... Elles font système avec les industries tout court. Elles doivent être combattues au même titre. Et la distinction consommation/culture est un bon axe à décliner concrètement parce qu'il touche à la dignité humaine, au mépris (car le système en place voue les humains au consommable, à l'utilitaire, aux choses possédées et dégrade le désir en le réduisant à la pulsion). « L'être et l'avoir », cela a été le titre d'un beau film à succès : il y a donc des possibilités.

4/ Cela veut dire réfléchir sérieusement à ce que la télé fait de la politique et de la citoyenneté aujourd'hui. Et affronter la question : *faut-il, comme tous les hommes et femmes politiques aujourd'hui, ne rêver que d'une chose : passer le plus souvent possible à la télé? Et si l'on concevait une campagne sans télévision et contre le mépris télévisé et populiste du peuple ?*

5/ Car – et ce seront cette fois vraiment mes derniers mots pour ce soir – il me semble que beaucoup ressentent amèrement au sein de la population la comédie peu reluisante qu'on entend leur faire jouer. Et si l'on se décidait –enfin ! - à leur parler de l'histoire et de l'avenir de l'émancipation humaine, de leur dignité d'êtres humains qu'on blesse dans le travail (et pas seulement dans « l'emploi »), qu'on blesse dans le temps vide à quoi on les réduit et qui est tout le contraire d'un « temps libre », qu'on blesse dans la farce politique consumériste télévisée qui est à l'opposé d'une authentique pratique de la citoyenneté, qu'on blesse dans le « show-biz » et ses paillettes qui n'engendrent que des rêves courts sur pattes et totalement inoffensifs pour le système en place (puisqu'il est totalement inscrit dans ses « valeurs »).

---

(\*) Note : Cette note est la reprise légèrement complétée de l'intervention que j'ai prononcée le 23 mars 2010, au séminaire Espace Marx-Fondation Gabriel Péri, animé par Guy Carassus. Que l'on veuille bien excuser le style parlé qui est le sien et que je n'ai pu reformuler pour mieux le lier aux exigences d'une note écrite.

L'intervention qui fait l'objet de cette note part d'un questionnement simple, presque d'un constat d'évidence : pourquoi la visée émancipatrice n'est-elle plus associée au projet de transformation de la société ? C'est en scrutant ce qui lui apparaît comme les causes de cette disparition que nous allons découvrir au fil de son analyse les procédures sociales et culturelles qui ont rendu possible cette occultation dans le débat politique, jusque dans les rangs des forces de gauche qui n'ont pas toujours su dépasser les limites de leurs analyses et de leurs concepts, y compris marxistes. Le regard critique de l'auteur plonge profond, au cœur d'une activité caractéristique de l'espèce humaine, le travail, pour nous dévoiler ce que sa transmutation en emploi a permis d'escamoter au regard de tous, en termes d'exploitation et d'aliénation à l'encontre des femmes et des hommes au travail. Or ce temps de maltraitance sociale et psychique finit par contaminer les besoins éprouvés dans le temps hors travail et l'aspiration à en être distrait, à se divertir tend à dominer les activités culturelles de loisir au détriment d'expressions culturelles plus exigeantes. C'est dans cet espace que s'engouffre le capitalisme contemporain qui produit désormais et les marchandises et le désir de les consommer avec ses industries culturelles, de la publicité à l'« intertainment », vouées à occuper le temps dit libre. Toute l'originalité du propos de l'auteur de cette note réside ici dans la description du rôle inédit que joue à ses yeux la télévision, au sein du dispositif médiatique, pour gagner l'assentiment des gens au monde du capital, présenté comme le leur, en usant d'un populisme capable de dévoyer l'aspiration à l'émancipation humaine. Il y a urgence à réagir en empruntant quelques pistes soumises à notre réflexion par Bernard VASSEUR ...

Bernard VASSEUR est philosophe et directeur du Centre de recherche et de création Elsa Triolet-Louis Aragon. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages sur des artistes peintres actuels.

Fondation Gabriel Péri  
11, rue Étienne Marcel - 93500 Pantin  
Tél. 01 41 83 88 50  
fondation@gabrielperi.fr  
www.gabrielperi.fr

3€



ISBN 2-916374-27-2



9 782916 374277